



Arrêt

n°266 331 du 10 janvier 2022
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître Dirk GEENS
Lange Lozanastraat 24
2018 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈME CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 janvier 2020, par X, qui déclare être de nationalité géorgienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 16 décembre 2019.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 25 octobre 2021 convoquant les parties à l'audience du 23 novembre 2021.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me D. GEENS, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me S. ARKOULIS *loco* Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant a été intercepté par la police de Huy le 12 novembre 2019.

1.2. En date du 13 novembre 2019, la partie défenderesse a pris et notifié au requérant un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13 septies), ainsi qu'une interdiction d'entrée d'une durée trois ans (annexe 13 sexies). Le Conseil a rejeté le recours introduit en extrême urgence par un arrêt n°229.347 du 27 novembre 2019.

1.3. Après des réponses négatives aux demandes de reprises en charges des autorités françaises et allemandes, la partie défenderesse a pris à l'encontre du requérant, le 16 décembre 2019, un nouvel

ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement lequel a fait l'objet d'un recours en annulation et en suspension enrôlé sous le numéro X.

1.4. Le même jour, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant une interdiction d'entrée. Il s'agit de l'acte attaqué qui est motivé comme suit :

« L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que :

☒ 1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire et ;

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

- 1° L'intéressé n'a pas introduit de demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi.

Le dossier administratif ne montre pas qu'il a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue.

- 3° L'intéressé ne collabore pas ou n'a pas collaboré dans ses rapports avec les autorités.

L'intéressé a été intercepté en flagrant délit de vol, PV n° xxx/2019 de la police de Huy. Eu égard au caractère de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé a été intercepté en flagrant délit de vol, PV n° xxx/2019 de la police de Huy. Eu égard au caractère de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

Motifs pour lesquels une interdiction d'entrée est infligée à l'intéressé.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de trois ans, parce que :

L'intéressé déclare dans son droit d'être entendu se trouver sur le territoire belge depuis le 12.11.2019. L'intéressé déclare se trouver en Belgique afin d'envoyer des voitures. L'intéressé déclare vouloir retourner en France, où y réside sa famille (femme et enfants). L'intéressé déclare avoir une épathite (sic) et ne désire pas retourner en Géorgie. L'intéressé déclare ne pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 de la CEDH.

Selon le médecin ayant ausculté l'intéressé au centre ferme de Vottem le 20.11.2019, il n'y a pas de contre-indications au rapatriement de l'intéressé au sens de l'article 3 de la CEDH. L'article 3 de la CEDH ne garantit pas le droit de rester sur le territoire d'un Etat uniquement parce que cet Etat peut garantir de meilleurs soins médicaux que le pays d'origine, et que les circonstances mêmes de l'éloignement influencent l'état de santé ou l'espérance de vie de l'étranger. Ces éléments ne suffisent pas à constituer une violation des dispositions de cette convention. Ce n'est que dans des cas très exceptionnels où des raisons humanitaires s'opposent à un éloignement forcé qu'une violation de l'article 3 de la Convention Européenne est en cause ; ce dont il ne semble pas être le cas ici (Voir en ce sens N. c. Royaume-Uni, CEDH du 27 mai 2008 n° 26565/05). Ainsi, le délégué du Ministre a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement. Nous constatons, suite à son explication, que l'intéressé ne démontre pas qu'il y ait une violation de l'article 3 de la CEDH. Pour pouvoir conclure à une violation de l'article 3 de la CEDH, l'intéressé doit démontrer qu'il existe des motifs sérieux et graves de supposer que, en Géorgie, il encourt un risque sérieux et actuel d'être exposé à de la torture ou à des traitements ou peines inhumains ou dégradants. La simple allégation d'une violation supposée de l'article 3 de la CEDH ne peut suffire.

L'intéressé n'apporte aucune élément qui prouve qu'il souffre d'une maladie qui l'empêche de retourner dans son pays d'origine. De plus, le médecin ayant ausculté l'intéressé au centre ferme de Vottem le 20.11.2019, indique qu'il n'y a pas de contre-indications au rapatriement de l'intéressé au sens de l'article 3 de la CEDH.

L'article 3 de la CEDH ne garantit pas le droit de rester sur le territoire d'un Etat uniquement parce que cet Etat peut garantir de meilleurs soins médicaux que le pays d'origine, et que les circonstances mêmes de l'éloignement influencent l'état de santé ou l'espérance de vie de l'étranger. Ces éléments ne suffisent pas à constituer une violation des dispositions de cette convention. Ce n'est que dans des cas

très exceptionnels où des raisons humanitaires s'opposent à un éloignement forcé qu'une violation de l'article 3 de la Convention Européenne est en cause ; ce dont il ne semble pas être le cas ici.

Eu égard au caractère délictueux de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public. L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 3 ans n'est pas disproportionnée.»

2. Exposé des moyens d'annulation.

La partie requérante libelle son recours en ces termes :

« **EERSTE MIDDEL:**

- SCHENDING VAN ARTIKEL 74/11 VREEMDELINGENWET

- SCHENDING VAN HET ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL, HET REDELIJKHEIDSBEGINSEL EN DE MATERIËLE MOTIVERINGSPLICHT

1. Conform artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet dient een inreisverbod steeds gepaard te gaan met een "beslissing tot verwijdering". Dit betekent dat beide steeds samen dienen te gaan. Het inreisverbod, de bestreden beslissing, werd in de zaak opgelegd samen met een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13septies) op 16.12.2019: "la décision d'éloignement du 16.12.2019 est assortie de cette interdiction d'entrée" Door de verzoekende partij werd tegen dit bevel om het grondgebied te verlaten met vasthouding (de "beslissing tot verwijdering") een verzoekschrift tot schorsing en nietigverklaring ingediend. Indien Uw Raad zou beslissen tot nietigverklaring van het bevel om het grondgebied te verlaten, moet worden vastgesteld dat er helemaal geen "beslissing tot verwijdering" meer werd afgegeven aan de verzoekende partij. Deze beslissing zou retroactief verdwijnen uit het rechtsverkeer. In deze omstandigheden kan de verwerende partij niet rechtmatig een inreisverbod opleggen, gelet op de vereisten van artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet. Er is in deze omstandigheden geen "beslissing tot verwijdering" meer dewelke gepaard gaat met het inreisverbod zoals voorzien in artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet. De bestreden beslissing schendt hierdoor artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet en dient te worden vernietigd.

TWEEDE MIDDEL:

- SCHENDING VAN ARTIKEL 11 TERUGKEERRICHTLIJN

- SCHENDING VAN ARTIKEL 74/11 VREEMDELINGENWET

- SCHENDING VAN HET ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL, HET REDELIJKHEIDSBEGINSEL EN DE MATERIËLE MOTIVERINGSVERPLICHTING

1. Overeenkomstig artikel 74/11, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet dient de duur van het inreisverbod te worden bepaald rekening houdende met de specifieke omstandigheden van het geval.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de Vreemdelingenwet blijkt dat artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet een omzetting vormt van artikel 11 van de terugkeerrichtlijn. In die zin wordt in de parlementaire voorbereiding met betrekking tot artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet en het inreisverbod het volgende benadrukt: "De richtlijn legt echter op dat men tot een individueel onderzoek overgaat (overweging 6), dat men rekening houdt met "alle omstandigheden eigen aan het geval" en dat men het evenredigheidsbeginsel respecteert." (Parl. St. Kamer 2011- 2012, nr. 53K1825/001, 23).

2. In casu is tevens de rechtspraak van het Hof van Justitie met betrekking tot het begrip "openbare orde" in het kader van de Terugkeerrichtlijn relevant, met name het arrest van 11 juni 2015, Zh en O met nummer C554/13. Het Hof van Justitie geeft ook aan dat een lidstaat, om zich wegens het bestaan van een gevaar voor de openbare orde te kunnen beroepen, in staat moet zijn aan te tonen dat de betrokkene inderdaad een dergelijk gevaar vormt (punt 46). In punt 49 van voormeld arrest stelt het Hof dat: "Ten slotte dienen de lidstaten er volgens overweging 6 van richtlijn 2008/115 voor te zorgen dat het beëindigen van illegaal verblijf van derdelanders volgens een billijke en transparante procedure geschiedt. Deze overweging vermeldt tevens dat, overeenkomstig de algemene rechtsbeginselen van de Unie, besluiten die krachtens die richtlijn worden genomen, per geval moeten worden vastgesteld en op objectieve criteria moeten berusten, die zich niet beperken tot het loutere feit van illegaal verblijf (zie arrest Mahdi, C 146/14 PPU, EU:C:2014:1320, punt 40). In het bijzonder moet, zoals het Hof reeds heeft geoordeeld, het evenredigheidsbeginsel tijdens alle stappen van de bij die richtlijn ingestelde terugkeerprocedure worden geëerbiedigd, daaronder begrepen de fase van het terugkeerbesluit, in het kader waarvan de betrokken lidstaat zich moet uitspreken over de toekenning van een termijn voor vrijwillig vertrek uit hoofde van artikel 7 van die richtlijn (zie in die zin arrest El Dridi, C 61/11 PPU, EU:C:2011:68, punt 41)."

Vervolgens concludeert het Hof dat een lidstaat het begrip “gevaar voor de openbare orde” geval per geval dient te beoordelen teneinde na te gaan of de persoonlijke gedragingen van de betrokken derdelander een daadwerkelijk en actueel gevaar voor de openbare orde vormen. Wanneer een lidstaat daarbij steunt op een algemene praktijk of een vermoeden om vast te stellen dat er sprake is van een dergelijk gevaar, zonder dat naar behoren rekening wordt gehouden met de persoonlijke gedragingen van de derdelander en met het gevaar dat van die gedragingen uitgaat voor de openbare orde, gaat die lidstaat voorbij aan de vereisten die voortvloeien uit een individueel onderzoek van het betrokken geval en uit het evenredigheidsbeginsel.

Het Hof stelt dat daaruit volgt dat het enkele feit dat een derdelander wordt verdacht van het plegen van een naar nationaal recht als misdrijf strafbaar gesteld feit of daarvoor is veroordeeld, op zich geen rechtvaardiging kan vormen dat deze derdelander wordt beschouwd een gevaar voor de openbare orde. Hierin ligt besloten dat het Hof heeft geoordeeld dat voor de uitvaardiging van een inreisverbod voor de duur van drie jaar, waarbij wordt aangehaald dat verzoeker de openbare orde heeft geschonden, minstens is vereist dat sprake is van een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast.

3. Aan bovenvermelde vereisten is niet voldaan.

Nergens wordt door de gemachtigde in de bestreden beslissing (zowel bij het opleggen van het inreisverbod als bij de redenen waarom een inreisverbod van de maximale duurtijd van drie jaar werd opgelegd) gesteld dat er sprake is van een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast.

De enkele verwijzing naar “PV n° xxx/2019 de la police de Huy”, zonder dat de gemachtigde aangeeft dat er sprake is van een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast, is dan ook onvoldoende.

De gemachtigde beperkt zich in de bestreden beslissing bovendien tot de verwijzing naar een proces-verbaal, hetgeen verzoeker niet gekend is (“L’intéressé a été intercepté en flagrant délit de vol, PV n° HU.xxx/2019 de la police de Huy”). Het is bovendien onduidelijk welke vaststellingen hierin werden gemaakt. De gemachtigde citeert hier niet uit in de bestreden beslissing. Verzoeker betwist dat hij zich schuldig zou hebben gemaakt aan diefstal. De bestreden beslissing is hierom niet naar recht verantwoord. De bestreden beslissing schendt hierdoor artikel 11 van de Terugkeerrichtlijn en artikel 74/11 Vreemdelingenwet samengelezen met het zorgvuldigheidsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting.

4. De gemachtigde is ertoe gehouden om in zijn individueel onderzoek alle relevante gegevens te betrekken bij de beoordeling of verzoeker een ernstige bedreiging vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid (conform artikel 74/11, §1, vierde lid van de Vreemdelingenwet).

Het Hof van Justitie stelde onder meer in de punten 50 en 57 van het arrest C-554/13 van 11 juni 2015 dat geval per geval dient te worden beoordeeld of de persoonlijke gedragingen van de betrokken derdelander een daadwerkelijk en actueel gevaar vormen voor de openbare orde van de betrokken lidstaat. Indien niet naar behoren rekening wordt gehouden met deze persoonlijke gedragingen en het gevaar dat van die gedragingen uitgaat voor de openbare orde, gaat de lidstaat voorbij aan de vereisten die voortvloeien uit het individueel onderzoek van het betrokken geval en uit het evenredigheidsbeginsel. Het begrip “gevaar voor de openbare orde” veronderstelt dan ook dat er, naast de verstoring van de maatschappelijke orde die bij elke wetsovertreding plaatsvindt, sprake is van een werkelijke, actuele en ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast (zie naar analogie arrest Gaydarov, C 430/10, punt 33 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

In dit verband beklemt het Hof dat in het kader van een beoordeling van het begrip “gevaar voor de openbare orde” alle feitelijke en juridische gegevens betreffende de situatie van de betrokken derdelander waardoor kan worden verduidelijkt of diens persoonlijke gedragingen een dergelijke bedreiging vormen, relevant zijn. In het geval van een derdelander, die wordt verdacht van het plegen van een naar nationaal recht als misdrijf strafbaar gesteld feit of daarvoor strafrechtelijk is veroordeeld, behoren bijgevolg de aard en de ernst van dat feit en het tijdsverloop sinds het plegen ervan, tot de gegevens die in dat verband relevant zijn (HvJ 11 juni 2015, nr. C-554/13, pt 60-61). Door de gemachtigde werden deze principes geschonden, gelet op hetgeen hierboven wordt uiteengezet.

Met de concrete elementen werd geen rekening gehouden. Nochtans zijn deze gegevens relevant, zoals aangehaald in de rechtspraak van het Hof van Justitie (zie hierboven). De enkele verwijzing naar “PV n° xxx/2019 de la police de Huy”, zonder dat de gemachtigde een concrete beoordeling maakt, is dan ook onvoldoende. Verzoeker vormt dan ook minstens geen actueel gevaar voor de openbare orde (minstens toont de gemachtigde het tegendeel niet aan). De gemachtigde schendt hierdoor het zorgvuldigheidsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting samengelezen met artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet en bovenvermelde rechtspraak van het Hof van Justitie op basis van de Terugkeerrichtlijn.

5. Verzoeker betwist daarnaast dat de gemachtigde rekening heeft gehouden met “alle specifieke omstandigheden van het geval” en dat de gemachtigde, aldus, een voldoende individueel onderzoek heeft verricht waarbij rekening wordt gehouden met bovenvermelde elementen conform artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet. Het gaat om een éénmalig feit (diefstal) dat wordt aangehaald door de gemachtigde. Er is geen sprake van recidive, minstens blijkt niet dat dit is aangetoond. De gemachtigde houdt enkel rekening met het opgestelde PV (“PV n° xxx/2019 de la police de Huy”), zonder rekening te houden met het gerechtelijke verleden van verzoeker of de concrete feiten die zich hebben afgespeeld. De gemachtigde citeert niet uit het bovenvermelde PV. Er wordt ook niet verwezen naar een bepaalde passage uit dit PV, hetgeen een duidelijke indicatie vormt dat de gemachtigde de concrete feiten niet in overweging heeft genomen. Ook de reden waarom verzoeker kortstondig in België was (“L’intéressé déclare se trouver en Belgique afin d’envoyer des voitures”), wordt niet concreet betrokken in de beoordeling van de bestreden beslissing. De gemachtigde vermeldt dit enkel in de bestreden beslissing, maar maakt vervolgens hiervan geen beoordeling. Nochtans wijst dit erop dat verzoeker slechts zeer kort in België was. Verzoeker heeft daarnaast kenbaar gemaakt dat zijn vrouw en kinderen woonachtig zijn in Frankrijk. Hij heeft aangegeven dat hij vrijwillig wil terugkeren naar hen. Het is dan ook kennelijk onredelijk dat de gemachtigde dit niet beschouwd als een element tot het opleggen van een inreisverbod met een beperktere duurtijd (dan de maximale duurtijd van drie jaar). De bestreden beslissing heeft immers als gevolg dat verzoeker niet enkel de toegang wordt ontzegd tot het Belgisch grondgebied gedurende drie jaar. Verzoeker wordt tevens de toegang ontzegd tot het volledige grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen (zoals Frankrijk) voor eenzelfde periode van drie jaar.

Er blijkt dan ook niet dat de gemachtigde concreet hiermee heeft rekening gehouden, terwijl de gemachtigde nochtans verplicht is een individueel onderzoek te voeren naar alle specifieke omstandigheden. De gemachtigde dient elk relevant element te betrekken in zijn oordeel, ook bij het bepalen van de exacte duurtijd van het inreisverbod. Dit geldt des te meer nu in de bestreden beslissing wordt geopteerd tot het opleggen van een inreisverbod met de maximale duurtijd van drie jaar. Het is nochtans bijzonder aannemelijk dat de concrete afweging van bovenvermelde elementen een inreisverbod verantwoordt van een kortere duurtijd. De gemachtigde schendt hierdoor het zorgvuldigheidsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting samengelezen met artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet.

DERDE MIDDEL:

- SCHENDING VAN ARTIKEL 1, §1, 8° VREEMDELINGENWET

1. Verzoeker kreeg een inreisverbod van drie jaar opgelegd “sur le territoire belge ainsi que sur le territoire des Etats qui appliquent entièrement l’acquis de Schengen, sauf s’il possède les documents requis pour s’y rendre” (stuk 1). De verzoekende partij wijst erop dat artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet enkel grondslag biedt voor het opleggen van ofwel een zuiver nationaal inreisverbod, beperkt tot het Belgisch grondgebied, ofwel het opleggen van een inreisverbod waarbij de toegang en het verblijf op het grondgebied van alle lidstaten wordt verboden.

Artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet luidt immers als volgt: “inreisverbod: de beslissing die kan samengaan met een beslissing tot verwijdering en waarbij de toegang tot en het verblijf op het grondgebied van het Rijk of het grondgebied van alle lidstaten, met inbegrip van het grondgebied van het Rijk, voor een bepaalde termijn verboden wordt”. Deze definitie werd overgenomen uit artikel 3, 6° van de Terugkeerrichtlijn, waarbij de Belgische wetgever daarnaast ook in de uitzonderlijke situatie van het nationale inreisverbod heeft voorzien. Dit nationaal inreisverbod vindt steun in artikel 25, lid 2, laatste zin van de Schengenuitvoeringsovereenkomst (lex specialis) waardoor men een onderdaan van een derde land op zijn nationale signaleringslijst kan zetten. De situatie echter waarbij een inreisverbod niet beperkt is tot België en een draagwijdte heeft die geldt voor alle lidstaten “sauf s’il possède les documents requis pour s’y rendre”, zoals in de bestreden beslissing, vindt geen wettelijke grondslag in artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet, noch in het Unierecht (zie ook de aanbeveling (EU) 2017/2338 van de Commissie van 16 november 2017 tot vaststelling van een gemeenschappelijk “terugkeerhandboek” voor gebruik door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten bij het uitvoeren van terugkeer gerelateerde taken p. 124). Een schending dringt zich derhalve op van artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet.”

3. Discussion

3.1. Sur le second moyen, le Conseil rappelle que l’article 74/11, § 1^{er}, alinéas 1 et 2, de la Loi dispose que « La durée de l’interdiction d’entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas. La décision d’éloignement est assortie d’une interdiction d’entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants: 1° lorsqu’aucun délai n’est accordé pour le départ volontaire ou; [...] ».

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n° 147 344; C.E., 7 déc. 2001, n° 101 624).

3.2. Relativement à la durée de la mesure querellée, le Conseil constate que la partie défenderesse a motivé expressément que *«L'intéressé a été intercepté en flagrant délit de vol, PV n° xxx/2019 de la police de Huy. Eu égard au caractère de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public. Motifs pour lesquels une interdiction d'entrée est infligée à l'intéressé.»* et *« Eu égard au caractère délictueux de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public. L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler l'ordre public. »*.

Le Conseil relève qu'il ressort du corps de l'arrêt C-240/17 prononcé le 16 janvier 2018 par la CourJUE, relatif à la notion de menace pour l'ordre public et la sécurité nationale dans le cadre des décisions de retour et des interdictions d'entrée sur le territoire des États membres, que *« S'agissant, d'une part, de la possibilité pour les autorités finlandaises d'adopter une décision de retour assortie d'une interdiction d'entrée à l'encontre de E dans ces circonstances, il ressort du libellé même de l'article 6, paragraphe 2, de la directive 2008/115 que ces autorités étaient tenues d'adopter une telle décision de retour et, en vertu de l'article 11 de cette directive, de l'assortir d'une interdiction d'entrée, pour autant que l'ordre public et la sécurité nationale l'imposent, ce qu'il appartient toutefois au juge national de vérifier au regard de la jurisprudence pertinente de la Cour (voir, en ce sens, arrêt du 11 juin 2015, Zh. et O., C-554/13, EU:C:2015:377, points 50 à 52 ainsi que 54). [...] Dans ce cas, il convient de rappeler qu'un État membre est tenu d'apprécier la notion de « danger pour l'ordre public », au sens de la directive 2008/115, au cas par cas, afin de vérifier si le comportement personnel du ressortissant de pays tiers concerné constitue un danger réel et actuel pour l'ordre public, sachant que la simple circonstance que ledit ressortissant a fait l'objet d'une condamnation pénale ne suffit pas en elle-même à caractériser un tel danger (voir, en ce sens, arrêt du 11 juin 2015, Zh. et O., C-554/13, EU:C:2015:377, points 50 ainsi que 54) »*.

Le Conseil précise que dans l'arrêt du 11 juin 2015 (C-554/13, Z. Zh. contre Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie), auquel l'arrêt C-240/17 précité fait référence, la CourJUE expose, s'agissant de l'interprétation de l'article 7, § 4, de la directive 2008/115/CE, selon lequel *« [...] si la personne concernée constitue un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale, les États membres peuvent s'abstenir d'accorder un délai de départ volontaire ou peuvent accorder un délai inférieur à sept jours », « qu'un État membre est tenu d'apprécier la notion de « danger pour l'ordre public », au sens de [cette disposition], au cas par cas, afin de vérifier si le comportement personnel du ressortissant d'un pays tiers concerné constitue un danger réel et actuel pour l'ordre public. Lorsqu'il s'appuie sur une pratique générale ou une quelconque présomption afin de constater un tel danger, sans qu'il soit dûment tenu compte du comportement personnel du ressortissant et du danger que ce comportement représente pour l'ordre public, un État membre méconnaît les exigences découlant d'un examen individuel du cas en cause et du principe de proportionnalité. Il en résulte que le fait qu'un ressortissant d'un pays tiers est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte ne saurait, à lui seul, justifier que ce ressortissant soit considéré comme constituant un danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115. Il convient toutefois de préciser qu'un État membre peut constater l'existence d'un danger pour l'ordre public en présence d'une condamnation pénale, même si celle-ci n'est pas devenue définitive, lorsque cette condamnation, prise ensemble avec d'autres circonstances relatives à la situation de la personne concernée, justifie un tel constat. [...] En outre, la simple suspicion qu'un ressortissant d'un pays tiers a commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national peut, ensemble avec d'autres éléments relatifs au cas particulier, fonder un*

constat de danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115, dès lors que, ainsi qu'il découle du point 48 du présent arrêt, les États membres restent pour l'essentiel libres de déterminer les exigences de la notion d'ordre public, conformément à leurs besoins nationaux, et que ni l'article 7 de cette directive ni aucune autre disposition de celle-ci ne permettent de considérer qu'une condamnation pénale soit nécessaire à cet égard » (points 50 à 52), et a conclu qu' « il convient de répondre à la première question que l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une pratique nationale selon laquelle un ressortissant d'un pays tiers, qui séjourne irrégulièrement sur le territoire d'un État membre, est réputé constituer un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition, au seul motif que ce ressortissant est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte » (point 54).

Cet arrêt mentionne également qu' « il convient de considérer que la notion de « danger pour l'ordre public », telle que prévue à l'article 7, paragraphe 4, de ladite directive, suppose, en tout état de cause, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société (voir, par analogie, arrêt Gaydarov, C-430/10, EU:C:2011:749, point 33 et jurisprudence citée). Il s'ensuit qu'est pertinent, dans le cadre d'une appréciation de cette notion, tout élément de fait ou de droit relatif à la situation du ressortissant concerné d'un pays tiers qui est susceptible d'éclairer la question de savoir si le comportement personnel de celui-ci est constitutif d'une telle menace. Par conséquent, dans le cas d'un ressortissant qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, figurent au nombre des éléments pertinents à cet égard la nature et la gravité de cet acte ainsi que le temps écoulé depuis sa commission » (points 60 à 62), et que « l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens que, dans le cas d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, d'autres éléments, tels que la nature et la gravité de cet acte, le temps écoulé depuis sa commission, ainsi que la circonstance que ce ressortissant était en train de quitter le territoire de cet État membre quand il a été interpellé par les autorités nationales, peuvent être pertinents dans le cadre de l'appréciation de la question de savoir si ledit ressortissant constitue un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition. Dans le cadre de cette appréciation, est également pertinent, le cas échéant, tout élément qui a trait à la fiabilité du soupçon du délit ou crime reproché au ressortissant concerné d'un pays tiers » (point 65).

3.3. En l'espèce, le Conseil estime qu'en faisant uniquement mention des faits commis, la partie défenderesse n'a pas valablement et suffisamment motivé en quoi le requérant constitue une menace grave pour l'ordre public. La partie défenderesse n'a d'ailleurs aucunement fait mention explicitement de la gravité de l'atteinte à l'ordre public.

3.4. Partant, cette partie du moyen unique est fondée et justifie l'annulation de l'interdiction d'entrée attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner le reste des moyens dès lors que, à le supposer fondé, il ne pourrait entraîner une annulation de l'interdiction d'entrée querellée aux effets plus étendus.

3.5. Les observations émises par la partie défenderesse ne sont pas de nature à énerver le constat du défaut de motivation.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision d'interdiction d'entrée, prise le 16 décembre 2019, est annulée.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix janvier deux mille vingt-deux par :

Mme C. DE WREEDE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDOY, greffier assumé,

Le greffier,

Le président,

S. DANDOY

C. DE WREEDE